

LES SCÉNARIOS POST-COVID19 AU MEXIQUE ET EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE: UNE RECOMPOSITION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE?

*Jaime Aragón Falomir**
*Jean-Louis Joachim***

Coyuntura



Escazú, Costa Rica. Fotografía: Alfredo Huerta.

Résumé

Cet article cherche à comparer les conséquences de la pandémie sanitaire COVID-19 entre le Mexique et la République Dominicaine. Pour ce faire, nous allons retracer brièvement les constructions socio-historiques de chacun d'entre eux, en nous penchant sur les piliers,

sur lesquels repose chacune de ses économies. Nous insisterons sur le fait que l'épicentre de la pandémie actuelle se place aux États-Unis, pays avec lequel les deux cas étudiés ont des liens économiques, commerciaux et migratoires profonds. Nous examinerons dans quelle mesure la crise sanitaire peut devenir un tournant qui révèle d'autres problèmes structure-

* Doctor en Ciencias Políticas (Estudios Latinoamericanos), Universidad Sorbona de París (Francia). Posdoctorado CONICET en la Facultad de Ciencias Políticas y Relaciones Internacionales, Instituto de Investigaciones de la Universidad Nacional de Rosario (Argentina). Actualmente es investigador-catedrático temporal en la Universidad de las Antillas (Martinica, Francia). Líneas de investigación: elites, desigualdades, democracia, estudios comparados. Miembro del Centre de Recherche Interdisciplinaire en Lettres, Langues, Arts et Sciences Humaines (CRILLASH) y del Powers and Societies facing the Covid-19 Crisis (POSOC-19).

** Doctor en Langues Extranjeras (Estudios Latinoamericanos), Universidad de las Antillas y Guyana. Es actualmente investigador-catedrático titular en la Universidad de las Antillas (Martinica, Francia). Líneas de investigación: política, discurso, sociedad, revoluciones, Cuba, República Dominicana, siglos XX-XXI. Miembro del Centre de Recherche Interdisciplinaire en Lettres, Langues, Arts et Sciences Humaines (CRILLASH) y Powers and Societies facing the Covid-19 Crisis (POSOC-19).

ls qui pesaient jadis sur les cas étudiés. Nous nous sommes donc risqués à proposer quelques scénarios de recomposition politique qui pourraient apparaître après cette crise.

Mots clés: COVID-19, crise économique, Mexique, République Dominicaine, migration.

Introduction

“En politique, selon Franklin D. Roosevelt, rien n’arrive par hasard. Chaque fois qu’un événement survient, on peut être certain qu’il avait été prévu pour se dérouler ainsi”. Cependant, une pandémie sanitaire imprévisible et incertaine nommée COVID-19¹ a complètement ébranlé la politique mondiale et poussé des chefs d’États à demander à leurs concitoyens d’observer un confinement qui a entraîné des coûts économiques considérables, quoique partiellement estimables à ce jour. Pour L. Meyer (2020) cette crise est “une radiographie collective” qui montre la nature des points d’unions et des fractures de la structure politique et sociale d’une communauté, voire d’une nation toute entière en tant que communauté. La présente contribution vise à analyser les conséquences économiques et politiques au travers d’une analyse comparative entre deux nations d’Amérique Centrale et de la Caraïbe: le Mexique et la République Dominicaine (RD).

Le cadre analytique de notre réflexion repose sur une recherche non expérimentale qui nous a permis de recueillir des données à un moment précis (avril-mai 2020). La méthode expérimentale rétrospective est impraticable, car les données évoluent au jour le jour. L’analyse statistique n’est pas tenable en raison de l’insuffisance des cas étudiés et, travailler un seul cas, ne montrera pas la dimension régionale ni globale de la problématique que nous souhaitons mettre en lumière. Au moment de

prendre la décision d’une stratégie analytique, la comparaison s’impose comme la méthode la plus fertile pour identifier des phénomènes politiques (Lucca et Pinillos, 2015). Parmi les différentes voies méthodologiques, nous avons opté pour le synchronisme car les deux pays vivent la même conjoncture de crise (Della Porta, 2013) et le transnational (croisée entre les pays, *cross-national*).

Dogan et Pelassy (1990) affirment que lorsque l’on compare, il est important de trouver des analogies, des dénominateurs pour établir le lien entre les différents cas. L’objectif est d’éviter de comparer la totalité des données, cela serait inopérant à cause de sa dimension et aurait un faible impact dû à une

échelle trop ample. Parmi les typologies que Dogan et Pelassy (1981:129) proposent, nous optons pour la comparaison binaire, elle “concerne de préférence, des pays présentant des analogies fondamentales, même si l’objectif de l’analyse est de mettre en évidence des différences dans un ou plusieurs domaines”. C’est pourquoi nous cherchons à en examiner les différentes conséquences sociales, économiques et politiques.

Nous écrivons ces lignes alors que l’épidémie sévit, avec un recul relatif mais pas absolu, confrontés à des données parfois contradictoires qui témoignent d’une situation assez difficile à apprécier, “moment où l’ancien ne meurt pas complètement, et le nouveau ne peut pas naître” selon l’expression de Gramsci (1983[1929]). En Amérique Latine, l’urgence socio-économique est visible à chaque coin de rue: le travail informel (OIT, 2018), la corruption (Transparency International, 2019), la violence (Alvarado y Muggah, 2018), les inégalités (OXFAM, 2015), la pauvreté (CEPAL, 2019) font partie de la vie quotidienne des populations. En outre, il est un autre élément qui fragilise les économies locales: la dépendance envers les transferts d’argent des travailleurs migrants, les *remesas*. Ce phénomène touche particulièrement le Mexique, le Guatemala, le Salvador, la RD, Haïti et l’Équateur (World Bank, 2020:26-28).

...En Amérique Latine, l’urgence socio-économique est visible à chaque coin de rue...

¹ Selon la WHO (2020) c’est une maladie infectieuse causé par le coronavirus, elle génère une infection respiratoire qui peut aller d’une grippe normale jusqu’à une maladie plus grave comme le Syndrome Respiratoire Oriente Medio (MERS) ou Syndrome Respiratoire Aigü Sévère (SARS).

Pour tenter de comprendre la radiographie que la pandémie met à jour, nous avons choisi deux pays pour mieux cerner la prégnance du “lien migratoire” (Aragón, 2008) et la dépendance envers États-Unis —épicerie mondiale de la pandémie et lieu d’accueil de la majorité des migrants latino-américains. Lorsque l’on parle de dépendance, nous sommes obligés de revoir la définition de la “théorie de la dépendance et du développement”. Ces processus structurels et politiques analysent des réussites et des échecs depuis le point de vue des États (Cardoso et Faletto, 1969). Au-delà des critiques que la théorie de la dépendance a suscité (Peixoto, 1977) nous utiliserons la notion de “dépendance” plutôt d’un point de vue ethnographique au travers du flux d’argent en provenance des “territoires migratoires” (Audebert, 2012) vers les pays d’origine. Nous sommes en effet conscients que l’objectif n’est pas d’analyser la migration, sinon de constater que ces envois deviennent indispensables pour la survie d’une partie de la population. Cela échappe à la dépendance orchestrée par l’État que Cardoso et Faletto évoquaient. Il est sans dire que ces migrants vivant aux États-Unis ont des emplois salariés peu qualifiés dans les secteurs où le choc économique sera plus dur (construction et services) sans mentionner que si les politiques de confinement persistent, le télétravail sera impraticable (Acción Ciudadana, 2020). Ce contexte montre que la population migrante est parmi la plus touchée par les mesures prises par les pays, pour freiner la pandémie, particulièrement en Amérique Centrale et la Caraïbe (Cabello, 2020:9).

L’économiste T. Piketty (2013) a déjà montré que la relation entre le revenu, la richesse et une mauvaise redistribution provoque une croissance des inégalités, ce qui résulte selon lui d’un choix politique. Cependant, il ne mentionne pas que ce choix est paradoxalement aussi bien nocif pour la vie de toute la population (Wilkinson y Pickett, 2010) que pour la survie des élites politiques (López, 2014). Dans cette lig-

ne, Oxfam (2015) publie un rapport montrant les pays les plus inégalitaires de l’Amérique Latine: le Venezuela, la Bolivie, le Mexique et la République Dominicaine. Pour notre étude nous avons choisi les cas les plus inégalitaires de l’Amérique Centrale et la Caraïbe.

La situation épidémique nous oblige à interroger la crise globale exogène en tant que génératrice de crises économiques endogènes ayant un possible impact politique, dans deux pays pourtant reconnus pour leur stabilité en la matière. En d’autres termes, des pays socialement et économiquement fracturés seront-ils aussi les victimes politiques du COVID-19?

Ce travail repose sur deux hypothèses. La première est que la dépendance va au-delà des liens commerciaux ou touristiques, et que l’impact économique du

COVID-19 touche tant les migrants vivant aux États-Unis que les destinataires de l’argent qu’ils transfèrent. Notre deuxième hypothèse est que cette crise sanitaire et économique peut accélérer ou impulser une recomposition politique.

Dans un premier temps, notre approche vise à considérer brièvement les dénominateurs communs entre ces deux pays, leurs liens de dépendance et la fragilité de leurs systèmes économiques, notamment. La seconde partie de notre contribution propose d’observer les conséquences économiques que l’épidémie a provoquées dans chaque pays. Cela nous permettra de proposer, dans la dernière partie, un bilan concis des enquêtes d’opinion par rapport à la perception de la population face à leurs gouvernements et d’envisager de possibles scénarios politiques post- COVID-19.

Fragilité et dépendance

Pour comprendre la grande fragilité de ces deux économies, il faut remonter à la crise de 2008. L’économiste Gerardo Esquivel (2009) prévoyait que la crise de 2008-2009 allait impacter

La situation épidémique nous oblige à interroger la crise globale exogène en tant que génératrice de crises économiques endogènes...

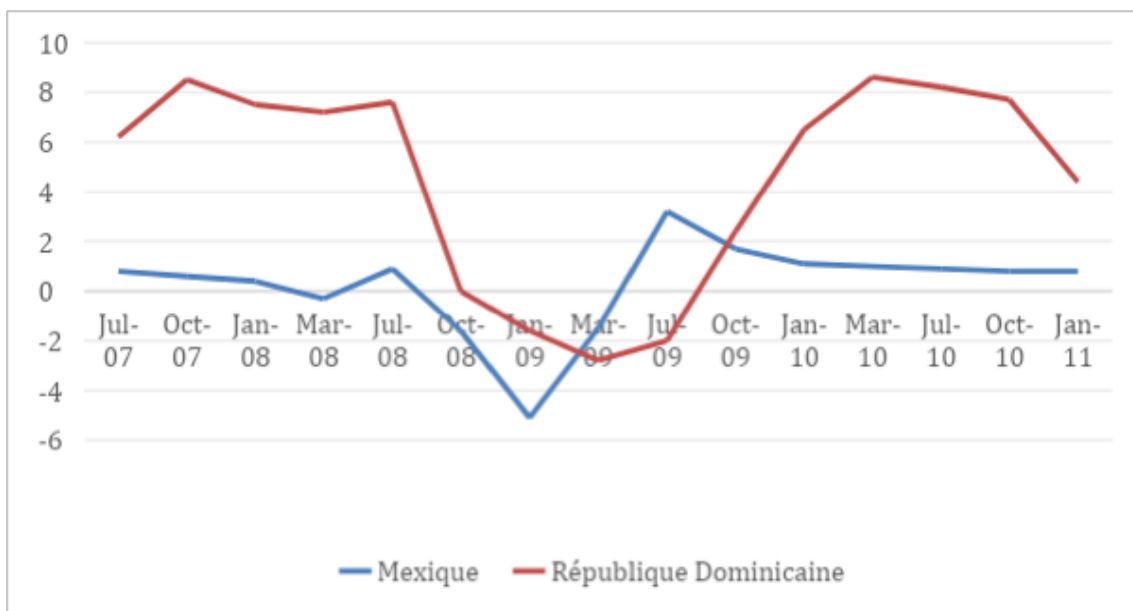
de manière différente chaque pays latino-américain en fonction de son lien avec États-Unis (épicerie cette fois-ci de la crise financière). Il mentionne quatre groupes: 1) les pays impactés par une diminution des *remesas*;² 2) ceux qui ont un lien commercial/industriel avec États-Unis;³ 3) les pays qui dépendent des prix des *commodities* (matières premières),⁴ et enfin 4) les États dépendants du tourisme étatsunien.⁵ Il conclut que l'Amérique Centrale (le Mexique inclus) et la Caraïbe allaient être les plus tou-

(2016) nomme *remesodependencia*, la dépendance vis-à-vis des transferts d'argent. Cette dépendance est, en partie, visible dans le graphique 1, lorsqu'on voit l'impact dans le PIB de chaque pays suite à la crise de 2008.

Le premier critère pour choisir nos deux cas est la vulnérabilité de leurs modèles économiques et un intérêt propre de diversité géographique: un pays d'Amérique Centrale (le Mexique) et un de la Caraïbe (la République Dominicaine).

Graphique 1

Le PIB annuel au Mexique et en République Dominicaine suite à la crise de 2008



Sources: Fait par l'auteur. Banque Central de la République Dominicaine et INEGI (Mexique). In TradingEconomics.com

chés car leurs économies accusent une forte dépendance à l'économie étasunienne.

L'impact de la crise de 2008 en Amérique Latine a été très profond (en volume et en valeur) provoquant une contraction du PIB de -9% selon la CEPAL (Ocampo, 2009). Cela a frappé particulièrement les usines d'assemblage de Mexique (*maquiladoras*) et dans une moindre mesure l'industrie touristique en République Dominicaine, mais le point de convergence de ces deux économies sont les transferts d'argent, ce qu'Herrera Lima

Le deuxième critère est le lien migratoire avec États-Unis, en fonction du nombre absolu des migrants vivant dans ce pays. Les pays avec le nombre le plus important de ressortissants selon le recensement étatsunien sont: le Mexique, la République Dominicaine, Cuba et Porto Rico (les deux derniers sont des cas très *sui generis* de migration). Du point de vue migratoire, la presque totalité des migrants mexicains et la majorité de la diaspora dominicaine vivent aux États-Unis (tableau 1). Nous voyons également, qu'en termes relatifs, ces migrants représentent presque 1/3 de la population mexicaine et 1/5 de la dominicaine. Par ailleurs, en 2017 presque 400,000 mexicains se sont installés aux États-Unis (Warren, 2019).

² Mexique, Amérique Centrale et la Caraïbe.

³ Le Mexique et une partie de l'Amérique Centrale.

⁴ Le Brésil et l'Argentine.

⁵ Le Mexique et la Caraïbe.

Tableau 1

Population Hispanic ou Latino aux États-Unis

ETATS	Mexico (1)	Porto Rico (2)	Cuba (3)	RD (4)
New York	475,579	1,104,443	74,770	824,713
Californie	12,400,437	210,940	93,974	16,385
Florida	676,551	1,014,340	1,400,092	209,507
Migrants totaux	35,110,480	5,275,008	2,077,828	1,788,678
Pourcentage migrants*	28%	166%	20%	17%
Population nationale	126,200,000	3,100,000	11,300,000	10,600,000

Source: Fait par l'auteur. United States Census Bureau (2016).

*La quantité des migrants en lien avec la population dans leurs pays.

En lien avec cette présence migratoire, le dernier critère que nous avons considéré est l'importance économique que cela représente car ce n'est pas simplement le fait de vivre, mais aussi d'avoir un impact dans l'économie de leurs pays d'origine. De tous les envois d'argent totaux, ceux qui viennent des États-Unis vers la République Dominicaine représentent 80% (10% depuis l'Espagne) et pour le Mexique 98% (IDB-LAB, 2019) (tableau 2). En effet, suite à la crise de 2008, selon la BID (2010), les remesas ont chuté de 15% en 2009. L'exemple de la crise de 2008 montre la fragilité de ces économies et de leur attachement à l'économie étatsunienne. Si bien que notre échantillon se base sur deux cas, il partage des points en commun avec une partie importante de l'Amérique Latine.

Nous considérons qu'il faudra faire une autre analyse en lien avec l'impact que la chute du tourisme engendrera car selon l'Organisation Mondiale de Tourisme (UNWTO, 2020) ce sera un des secteurs le plus frappés: une projection d'une diminution d'entre 60% et 80% du tourisme mondial, une diminution d'environ 1 milliard de touristes, une perte de 910 mdd et de 100 millions d'emplois: "C'est de loin

la crise la plus grave que le tourisme international ait connue depuis le début des relevés (1950)" (UNWTO, 2020). Cette diminution frappera l'Amérique Latine, notamment le Mexique (une projection d'environ -8%) et la Caraïbe (-2,5%) –sachant que ce secteur embauche environ 2,4 millions de caribéens et représente 15% du PIB insulaire (CEPAL, 2020:11).

Concernant la crise du COVID-19, les pronostics du PIB pour l'Amérique Latine sont très pessimistes avec une possible contraction de -5,2% (FMI, 2020), le Mexique sera à la tête avec une projection de -6% et la République Dominicaine s'en sortira relativement bien avec qui font écho à celles d'après la crise de 2008 (graphique 1). Les experts prévoient en Amérique Latine une augmentation de la pauvreté concernant 30 millions de personnes et presque 40 millions de chômeurs (CEPAL, 2020:15). Quels seront les conséquences économiques que les populations du Mexique et de la République Dominicaine devra "payer" pour dépasser cette crise?

Tableau 2

Envois d'argent depuis États-Unis vers l'Amérique Latine et les Caraïbes en 2017

	Envois totaux*	Depuis les USA	Tourisme 2016*
RD	5,912	80%	6,721
Mexique	28,771	98%	19,571
Amérique Latine	77,000	76%	67,000

* US dollars millions.

Source: Fait par l'auteur. Maldonado *et al.* (2018); Ministerio de Turismo (2017); Banque Mondiale (2020:37); Sectur (s.f.), et Ferrer (2018).

Les incidences économiques du COVID-19

La Banque Mondiale prévoyait en 2019 (World Bank, 2019:3) que les envois d'argent vers le Mexique atteindraient 38,7 millions de dollars (mdd) en 2020 (1/3 des transferts latino-américains), c'est-à-dire le troisième pays receveur de la planète après l'Inde (82,2 mdd) et la Chine (70,3 mdd). Parmi les autres pays latino-américains nous trouvons le Guatemala (10,6 mdd) et la République Dominicaine (7,2 mdd). Aussi bien au Mexique qu'en République Dominicaine les remesas ont augmenté de 10%⁶ chaque année (World Bank, 2019:18-19; Maldonado *et al.*, 2018:12).

Or, si la crise de 2008 a provoqué un taux de décroissance de 11,3%, les projections publiées par la Banque Mondiale sont d'environ 19,3% (World Bank, 2020: 26). Effectivement, elle considère qu'il y aura au moins une chute de 20% des remesas partout dans la planète: de \$554 mdd en 2019 à \$445 mdd en 2020 (World Bank, 2020:14). Pour la CEPAL (2020:10) les transferts d'argent devront diminuer d'environ 10% à 15%. Dans certains pays, les remesas représentent 20% de leur PIB (Haïti, El Salvador, Honduras) ou plus de 10% (Jamaïque, Guatemala et Nicaragua). Cette somme représente 8,1% du PIB dominicain en 2019 (et environ 1/3 des envois caribéens), concernant le Mexique, cela représente autour de 2% (World Bank, 2020:25). En plus, selon la BM pendant les moments de crises dans les pays d'origine, les migrants ont tendance à augmenter les envois, néanmoins quand la crise a aussi lieu dans le pays d'accueil "les envois de fonds peuvent diminuer" (World Bank, 2020:12).

En tout cas, la CEPAL (2020:10) confirme qu'entre 80% et 90% des remesas sont utilisées pour des besoins essentiels des foyers récepteurs: alimentation, santé et logement. D'autres enquêtes ont montré que l'impact dans ces économies centroaméricaines et caribéennes sera notable car ces transferts sont, soit la source principale, soit une source très importante pour le récepteur: tant pour le Mexique que pour la République Dominicaine car cela correspond à 61% des enquêtés (Maldonado, 2018:16),⁷ une stratégie de stabilisation économique dans plusieurs foyers.

La diminution de transferts est à la fois liée à la crise économique, mais aussi dû aux secteurs dans lesquels les migrants latino-américains travaillent: 30% dans le secteur des services et 20% dans la construction (US Bureau Census, 2018). La crise sanitaire aura un impact économique indéniable, profond et difficile à surmonter pour les années à venir, la CEPAL (2020:10) prévoit entre 4 et 8 ans pour que les montants d'avant la crise réapparaissent.

Si nous considérons que la Banque Mondiale (World Bank, 2019) avait prévu 10% d'augmentation des remesas entre 2019 et 2020 (c'est-à-dire de 96 à 106 mdd), le dernier rapport projette une diminution époustoufante de -30% des remesas (77 mdd au lieu des 106 mdd prévus). Nous pouvons comparer ces données avec les conséquences de la crise de 2008 dans le tableau 3.

Premier cas d'étude: La République Dominicaine

Avec ses plus de 13 223 cas recensés à ce jour dont, 441 décès, la République Dominicaine est le pays de la Caraïbe le plus touché par le

Tableau 3

Envois d'argent (2009-2018) et projection (2019-2021) des revenus moyens/faibles

	2009	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Amérique Latine et Caraïbe*	55	73	81	89	96	77	
Taux de croissance ou décroissance PIB (pourcentage)							
Amérique Latine et Caraïbe	-11,3	7,4	11	9,9	7,4	-19,3	1,6

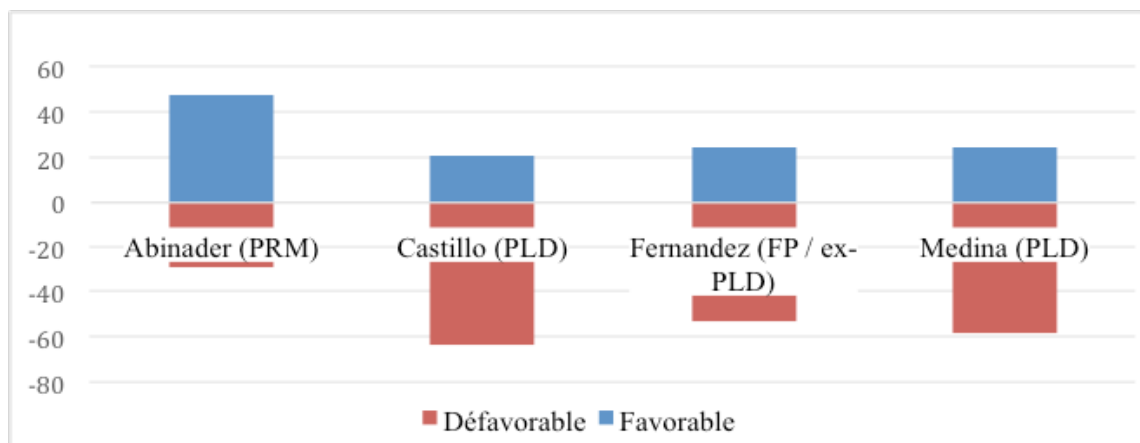
* Données en USD Millions.
Source: Fait par l'auteur (World Bank, 2019:1).

⁶ La Colombie a augmenté de 16%, le Guatemala de 13%, le Honduras de 10 et l'Équateur de 8%.

⁷ Uniquement le Guatemala, El Salvador et Honduras dépassent ce pourcentage.

Graphique 4

Avis favorable ou défavorable des candidats



Source: Fait par l'auteur. Encuesta Greenberg-Diario Libre (3 de marzo de 2020).

COVID-19. Fondé autour de trois piliers fondamentaux “Dieu, la Patrie, la Liberté”, l’État dominicain doit faire face à la plus grave crise de son histoire (après la chute du dictateur Rafael Leonidas Trujillo, 1930-1961) et tenter de contenir l’épidémie à défaut de l’éradiquer tout en maintenant l’activité économique largement dépendante du tourisme, des remesas et des activités informelles. Depuis l’irruption de l’épidémie, en pleine campagne municipale, législative et présidentielle,⁸ le pouvoir exécutif sortant a fait le pari de juguler la crise sans réaliser l’union nationale autour d’une gestion de crise consensuelle. Si le premier discours du président Danilo Medina a été unanimement salué, ses deux dernières interventions télévisées ont soulevé de nombreuses polémiques et suscité le scepticisme d’une grande partie de l’opinion publique lassée par seize ans de pouvoir ininterrompu du PLD (2004-2020).

Au mois de mars, les enquêtes d’opinion Greenberg montraient que Medina et Castillo (PLD) avaient le même taux favorable et défavorable (graphique 4), contrairement à Abinader (taux favorable plus élevé et un taux défavorable moins important). Il est possible d’imaginer que l’opinion négative envers

⁸ Il est important de mentionner que les élections municipales prévues pour février ont été déplacées pour mars 2020 dû à des problèmes techniques et l’élection présidentielle prévue pour mai 2020 a été déplacée à cause de la crise sanitaire pour le 5 juillet 2020.

Danilo Medina a ainsi “pollué” la campagne de Castillo. Il est aussi possible d’affirmer que l’électorat souhaite un changement fort de pouvoir politique, comme le montre une enquête qui révèle que 77% des dominicains veulent un parti différent du PLD et seulement 20% souhaitent le maintenir (*Diario Libre*, 2020). L’alternance politique, que tous les observateurs jugent inéluctable, est actuellement retardée par l’avancée de l’épidémie mais en suspens à cause de la modification de la date, du mois de mai au mois de juillet 2020.

Deuxième cas d’étude: Le Mexique

Le Mexique est également le pays le plus touché de l’Amérique Centrale à ce jour autour de 51,633 de cas confirmés, dont 5,332 décès. Un contexte inédit qui surgit après les deux premières années du gouvernement progressiste d’Andrés Manuel López Obrador (AMLO), ce qui marque l’aboutissement selon André Marenco (2008:70) du processus de transition à la démocratie. Après 70 ans de gouvernance d’un parti unique (PRI, 1929-2000), d’une alternance avec l’opposition (PAN, 2000-2012) et du retour du PRI (2012-2018), ce nouveau président inaugure ce qu’il nomme la Quatrième Transformation (4T) de l’État mexicain (Aragón, Fernández et Lucca, 2019). Or, ce processus se voit confronté à un défi incommensurable: survivre face à l’épidémie du

Tableau 4

Le COVID au Mexique et en République Dominicaine

	Population*	Confirmés (pourcentage)	Décédés (pourcentage)
Mexique	125	51 633 (0,04%)	5 332 (0,004%)
République Dominicaine	10,6	13 223 (0,12%)	441 (0,004%)
États-Unis	328	1 477 459 (0,45%)	89 271 (0,02%)
Amérique Latine**	500	542 148 (0,01%)	30 450 (0,000006%)

*millions. **Les pays continentaux, Cuba et République Dominicaine.
Source: Fait par l'auteur. WHO(2020, 20 mai).

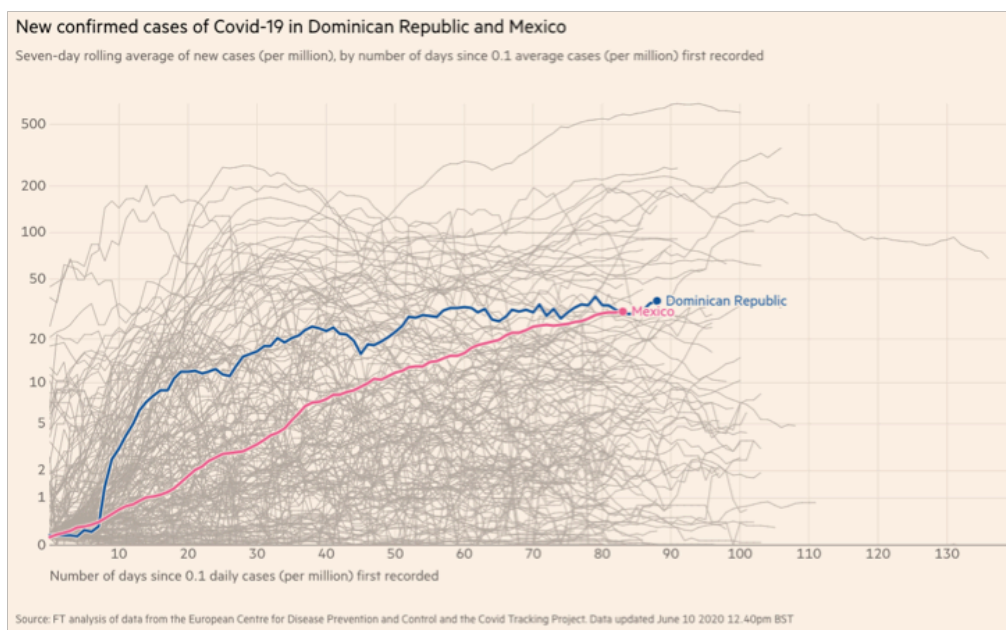
COVID-19 et remporter l'élection intermédiaire de 2021. Au cours de l'année 2020, AMLO déclare: "le COVID est en train d'être traité" (22/01/2020); "notre pays est, heureusement, un des plus préparés et avec le moins de risques d'infectés, nous pouvons être tranquilles" (28/01/2020); "d'après l'information que nous avons, [le virus] n'est pas terrible" (28/02/2020), et enfin il affirme: "notre économie a résisté, notamment le *peso* [devise mexicaine]" (02/03/2020). Malgré cet optimisme démontré, une enquête récente révèle que le soutien envers AMLO est tombé de 7/10 au mois de janvier 2020 à 4,5/10 au mois de mai (Enkoll, 2020) marquant ainsi un scepticisme d'environ 30% de l'opinion publique.

En effet, le Mexique a également tenté de contenir l'épidémie avec un confinement léger pour conserver certaines activités économiques, des mesures qui se sont durcies à la fin avril quand a commencé le stade 3 de propagation. Nous pouvons voir dans la tableau 4 le nombre d'infectés du COVID-19 ainsi que le pourcentage des malades dans la population totale et les décédés (information actualisée jusqu'au 20 mai 2020).

Pour finir cette partie, nous souhaitons utiliser un des moteurs de recherche le plus répandu fait par le *Financial Times* où nous voyons et comparons nos deux cas (image 1). L'importance sera de préciser qu'alors que le nombre de cas infectés au Mexique est plus lourd qu'en République Dominicaine, lorsqu'on observe le

Imagen 1

Nouveaux cas de COVID-19 en République Dominicaine et au Mexique



Source: Financial Times (2020).

graphique depuis les données chiffrées des cas confirmés, l'écart entre les deux pays diminue. Comment l'État mexicain et dominicain, à la cohésion chaotique mais rarement ébranlée pourront-ils faire face aux ravages du COVID-19?

De la crise économique à la crise politique?

Jusqu'au début de l'année 2020, le président mexicain AMLO –élu en 2018 par 53% des suffrages, avec une majorité absolue importante (Aragón, Fernández et Lucca, 2019)– a réussi à conserver autour de 70% de soutien populaire, score inédit dans l'histoire politique récente du Mexique. A peine deux mois plus tard, le soutien populaire avait baissé de dix points (Moreno, 2020c). En République Dominicaine le président Danilo Medina (Partido de la Liberación Dominicana, PLD) dont la deuxième et dernière mandature arrivera à son terme le 16 août prochain, affichait 51,3% de soutien au mois de janvier 2020 (Centro Económico del Cibao, 2020). Son dauphin déclaré et ancien ministre des Travaux Publics, Gonzalo Castillo (PLD) n'était distancé que de 6% par le candidat en tête Luis Abinader (Partido Revolucionario Moderno, PRM) dans la course aux élections présidentielles initialement prévues pour mai 2020 et reportées au 5 juillet (Mark Penn, 2020). Deux mois plus tard, le soutien à Danilo Medina s'est effrité de presque vingt points et le candidat de l'opposition est passé de 37% à 53,9% (+17%). En outre, le soutien dont bénéficie Gonzalo Castillo stagne, quant à lui, à 35,2% (*El Nuevo Diario*, 2020a).

Les trois dernières années ont montré une “désaffection” du vote latino-américain pour les partis politiques gouvernants, presque 10 pays ayant élu un parti différent au pouvoir, uniquement 6 ont fait confiance aux gouvernants en place (Cuba, Honduras, Venezuela, Bolivie, Paraguay et Costa Rica) (Aragón *et al.*, 2019). La République Dominicaine est en pleine crise électorale déclenchée par l'arrêt des élections

municipales de février 2020, et le parti au pouvoir PLD semble être acculé à une alternance du fait de l'inéluctable usure du pouvoir (16 ans de gouvernement non interrompus). Au Mexique, la 4^e d'AMLO est en crise à cause de la paralysie de l'économie et des projets politiques, une aubaine pour l'opposition qui tentera de fragiliser le capital politique du président mexicain.

Les trois dernières années ont montré une “désaffection” du vote latino-américain pour les partis politiques gouvernants...

En ce qui concerne l'Amérique Latine, Consulta Mitofsky (2020a) observe le degré de soutien de l'opinion publique à la gestion de la crise sanitaire, avec au Mexique un soutien de 48%, la République Dominicaine est dans la moyenne avec 30% et les gouvernements des pays andins d'Équateur et du Chili sont les moins bien évalués avec 14% et 19% respectivement. Par contre, concernant l'angoisse de mort suscitée par la pandémie, 91% des dominicains ont peur de

mourir du COVID-19, au Mexique ce chiffre est de 60% (Mitofsky, 2020a). De même, presque 90% des insulaires pensent que cette crise aura un impact négatif sur leur économie, contre 70% des mexicains. Ce chiffre est en corrélation avec un autre enquêteur Buendía y Laredo (2020), lequel détermine qu'au Mexique 70% des enquêtés pensent qu'il y aura une diminution de leur revenu. Selon cette enquête le travail du président est vu positivement par 73% de la population. Il est important de mentionner que Mitofsky montre que les deux pays peuvent avoir une perception asymétrique dans beaucoup des domaines. Par exemple la majorité des dominicains sont d'accord avec la mise en place des amendes en cas de non-respect des mesures de distanciation sociale (ce sont les plus rigoureux de la région) et moins de la moitié des mexicains soutiennent cette mesure (les plus laxistes). La perception vis-à-vis d'une bonne gestion étatique est divergente. Il ne faut pas oublier que l'angoisse de mourir peut être déterminante pour le jeu politique. Le penseur israélien Y. Noah Harari avertit: “alors que les gens deviennent plus craintifs et désespérés, ils peuvent être tentés de faire confiance aux dirigeants autocratiques” (Alconada, 2020).

La République Dominicaine

En République Dominicaine Leonel Fernández, trois fois président de la République sous la bannière du PLD (1996-2000, 2004-2008, 2008-2012), s'est de nouveau porté candidat aux élections de 2020. Il a néanmoins perdu l'élection primaire ouverte de son parti le 6 octobre 2019 face à Gonzalo Castillo. Fernández a rapidement remis en cause la fiabilité du vote électronique et des résultats (*Diario Libre*, 2019a). Il a alors démissionné du PLD et fondé un nouveau parti nommé la Force du Peuple (FP) auquel 27 députés du PLD ont adhéré (*Diario Libre*, 2019b). Il est à préciser que Fernández était le président du PLD (2001-2019) et son épouse Margarita Cedeño est toujours la vice-présidente (2012-2020), les deux sous la présidence de Danilo Medina (2012-2020). Depuis la fin de l'année dernière, on constate donc une crise interne importante au sein du parti, abandonné récemment par Roberto Salcedo, maire à deux reprises du Distrito Nacional de Saint-Domingue (2002-2012).

Les élections municipales dominicaines devaient avoir lieu au mois de février 2020, mais la Junte Central Électorale (JCE) les a annulées en raison d'un mauvais paramétrage du vote automatique qui devait se mettre en place pour la première fois. Les élections ont donc eu lieu au mois de mars, sans recourir au vote automatique. Les résultats ont montré que le PRM avait recueilli 45% des voix, le PLD 40% et la FP 6%. La conjoncture de la mauvaise gestion de cette élection (février), la perte de l'élection par le PLD (mars) et une perception négative face à la manière de gérer la crise sanitaire de Danilo Medina, s'ajoutent à la crise interne du parti.

Or, avant même que la crise sanitaire n'apparaisse, la République Dominicaine se trouvait dans une impasse politique faite d'incertitudes car, bien que les enquêtes montraient Abinader (PRM) comme le candidat préféré, il était impossible de savoir ce qui allait se produire avec le "vote fluctuant" du PLD: soit soutenir Danilo Medina à travers de l'entrepreneur milliardaire Gonzalo Castillo, soit appuyer l'ex-président Leonel Fernández et son nouveau parti FP. Nous pouvons observer que plusieurs scénarios

sont plausibles: deux où le COVID-19 n'altère pas la tendance de l'élection; deux où la pandémie peut être déterminante et deux pour le deuxième tour:

Parmi les deux premiers, le plus vraisemblable *a)* serait que le pays vive une alternance de parti car le PRM (Abinader) selon certains sondages a entre 20 et 30% d'avance face à Castillo. Un deuxième scénario *b)* est basé sur le désenchantement populaire vis-à-vis de Fernández, qui n'aura plus la capacité de séduire l'électorat (avec un triomphe du PRM ou du PLD).

Parmi les deux scénarios restants où la crise sanitaire impactera l'élection, nous observons *a)* que s'il y a une bonne gestion et que la perception est positive pour Danilo Medina, l'électorat pourra considérer que son candidat (Gonzalo Castillo) est le plus viable pour résoudre la crise et obtenir la présidence. Cependant, *b)* si la mauvaise gestion rebute l'électorat, Leonel Fernández pourra renforcer son capital politique puisqu'il est le seul candidat à se prévaloir d'une grande expérience politique, face à un homme d'affaires sans passé politique aucun: Luis Abinader (PRM).

S'il y a un deuxième tour, nous pouvons observer également deux scénarios: soit *a)* Fernández et Castillo établissent une alliance contre le parti d'opposition (PRM), soit *b)* le vote PLD et FP sera tellement divisé que cette fracture aidera Abinader à remporter l'élection. Quelle que soit le conflit entre Fernández et Castillo, il est fort probable que l'électorat du parti se dirige au second tour vers l'un d'eux.

Suite à l'arrivée du COVID-19, il semblerait que la gestion du président Danilo Medina a su donner des réponses à des préoccupations sociales, économiques et sanitaires, ce qui a amené d'une part une augmentation majeure de sa popularité et du sentiment d'acceptation de son gouvernement (dépassement des 20-30% du début de l'année) et d'autre part, le candidat Gonzalo Castillo a également bénéficié d'un soutien croissant, de la part du gouvernement. Nous pouvons observer cela au travers des dernières enquêtes publiées le 1^{er} juin, elles montrent Castillo comme favori avec 41%

contre 39% pour Abinader et uniquement 10% pour Leonel Fernández (*Listin Diario*, 2020). Mais ces données contrastent avec celles du Centro Económico del Cibao (2020) qui prédit qu'Abinader gagnera au premier tour avec 53% (*El Nuevo Diario*, 2020b).

Un autre élément à prendre en compte dans ce contexte électoral, est l'impact de la très grande popularité du maire du Distrito Nacional de la capitale, Carolina Mejía (PRM), fille de l'ancien président Hipólito Mejía, et de son prédécesseur David Collado (PRM) qui a terminé sa mandature avec 93% de satisfaction (Mitofsky, 2020a). Un élément de plus en faveur de Luis Abinader.

Le Mexique

L'État mexicain a déclaré l'état d'urgence sanitaire pour cas de force majeure depuis le 23 mars, moment où les autorités enjoignent la population de rester chez elle et suspendent toutes les activités jugées non essentielles. Au-delà du COVID-19, la "4^{ème} Transformation" auto-proclamée n'a pas encore été capable de donner des résultats concrets: les inégalités n'ont pas diminué (CEEY, 2020), la violence semble continuer avec des chiffres encore plus élevés qu'avant le confinement (Ángel, 2020) et le narcotrafic montre qu'il est capable d'esquiver le confinement (Saliva, 2020). D'après le rapport ENCOVID-19 (2020), entre 5 et 8 millions de mexicains ont perdu leur emploi, ont été mis en arrêt (sans salaire) ou n'ont pas pu aller chercher du travail au mois d'avril. Au Mexique 1/3 des foyers ont subi la perte de 50% de leurs revenus entre février et mars 2020, et seulement 46% des enquêtés avouent avoir la liquidité pour finir le mois d'avril.

Concernant l'opinion publique et la perception vis-à-vis de la gestion d'AMLO, selon Alejandro Moreno (2020a) le problème principal actuel pour les mexicains n'est plus l'insécurité mais le COVID-19. D'autres indicateurs montrent que le COVID-19 a frappé le gouvernement d'AMLO: ceux qui n'approuvent pas sa gestion de la crise sanitaire sont passés de 27% à presque 36%

(+10%); son leadership a chuté de 58% à 49% (-9 %) et sa capacité à donner des résultats est réduite de 51% à 35% (-15%). Son parti (MORENA) a également subi un affaiblissement de son soutien: il est passé de 33% au mois de janvier à 18% en avril (-15%). On peut également observer une corrélation entre le soutien

à AMLO et à MORENA, où tous les deux s'impactent entre-eux (soit vers le bas soit vers le haut). Cela fragilise le projet politique car, si la population soutient moins le président cela aura des répercussions sur son parti. Nous voyons deux scénarios: si a) le soutien envers AMLO s'effondre, MORENA perdra sans doute l'élection. Par contre, b) s'il garde l'appui social, il peut tirer vers le haut son parti.

Ces données montrent que la situation sanitaire aura probablement un impact dans la continuité du processus de transformation initié il y a deux ans.

Malgré le fait que les indécis ("vote fluctuant") ont beaucoup augmenté, passant de 44% à 59% (Moreno, 2020b), ils n'ont pas été absorbés pour l'instant par un leader de l'opposition charismatique. Ainsi le jeu politique n'est pas devenu un jeu de somme nulle comme dans le cas dominicain.

Nous voyons donc la complexité des scénarios qui se dérouleront après le COVID-19, particulièrement concernant l'élection intermédiaire qu'AMLO même voulait mettre en place 2021 pour la première fois dans l'histoire mexicaine. Or, pour Oraculus, site qui recueille toutes les enquêtes mexicaines, le président garde un soutien très important puisqu'entre décembre (66%) et avril (59%), il perd seulement 7% de celui-ci.

Au Mexique et en République Dominicaine, la notion de service public soit a été démantelée petit à petit, soit n'a vraiment jamais existé. En effet, nous voyons que les dominicains prévoient que l'État ne s'occupera pas de leur avenir. Si pour le Mexique ces impressions semblent moins flagrantes, pour les deux cas l'État a été peu présent dans l'organisation et le soutien de leur vie quotidienne. Quelle autorité

Nous voyons donc la complexité des scénarios qui se dérouleront après le COVID-19...

peut-on mettre en place pour que la population respecte les règles et quelles en seront les conséquences politiques? Après d'avoir respecté le confinement, il serait souhaitable que l'État, en contrepartie, construise une nouvelle articulation entre les exigences d'en bas et les réponses d'en haut pour atténuer les difficultés économiques à venir.

Conclusion

Nous avons observé que les scénarios économiques sont de manière générale pessimistes, et qu'au Mexique ainsi qu'en République Dominicaine, l'impact de la diminution des remesas peut avoir des conséquences pour les receveurs de l'argent encore plus étalées (dans le temps et en profondeur). Concernant les migrants aux États-Unis, si les mesures de distanciation sociale deviennent une règle, leurs domaines d'activités (services, restauration et construction) seront fortement impactés: d'une part, les employeurs auront besoin de moins de main d'œuvre et, d'autre part, ces derniers pourront difficilement faire du télétravail à cause de la nature même de leur emploi. Une étude récente montre ainsi qu'aux États-Unis 42% des licenciements entraîneront une perte d'emploi permanente (Barrero, Bloom et Davis, 2020:3).

De même, cet article a montré la fragilité des économies mexicaines et dominicaines du fait de leur dépendance envers l'économie étatsunienne. Ainsi, au travers de l'observation des effets de la crise de 2008, nous avons analysé des projections inquiétantes sur la situation à venir principalement au Mexique mais aussi valables en République Dominicaine. On a également identifié que les migrants perdront leurs emplois et qu'il y aura une forte diminution des transferts d'argent (au Mexique le mois d'avril a déjà montré 29% des transferts selon la Banque Centrale, 2020). Sachant que ces sommes sont souvent utilisées pour des besoins essentiels de la population la plus vulnérable, il est vraisemblable d'avoir un scénario où la pauvreté et l'inégalité augmenteront de manière exponentielle.

Cette contribution a aussi exposé quelques scénarios politiques pour ces deux cas. D'une part, le soutien vis-à-vis d'AMLO et de Danilo Medina ont subi une chute de 10% et de 20% respectivement. Nous voyons qu'après les mois d'avril et mai, il y a une polarisation de plus en plus exacerbée au Mexique où il est temps de parler de la "fissure mexicaine" (pour et contre AMLO), notion qui fait référence à la *grieta* argentine. De même, nous voyons qu'en République Dominicaine, il commence à avoir une polarisation très importante (pour et contre PLD), qui se verra reflétée dans une des élections les plus disputées de l'histoire dominicaine récente. Cette polarisation devrait construire, comme affirme Chantal Mouffe (2014), une relation agoniste au lieu d'antagoniste car, bien que la confrontation ne peut pas se supprimer et elle reste nécessaire pour la démocratie. Mouffe conseille d'éviter un conflit antagoniste (celui relève de la lutte à mort contre l'ennemi) pour construire un conflit agoniste (la confrontation contre l'adversaire).

De plus, nous avons examiné la tension politique provoquée par la crise sanitaire. En effet, lorsque les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises reprendront leurs activités, s'il n'y a pas eu une bonne gestion de l'épidémie, cela peut être la fin de la 4T d'AMLO et la fin du PLD. C'est en général l'économie qui importe: nous pouvons prévoir, dans le cas où la situation est perçue comme négative, un vote estampillé COVID-19, de nature punitive. On a identifié que le vote "fluctuant" tant pour AMLO que pour le PLD (ou Leonel Fernández) peut facilement soutenir l'opposition. Pour AMLO ce sera le moment le plus complexe de sa longue carrière, pour le PLD sans le pouvoir présidentiel, ni le leader historique (Leonel Fernández) il peut disparaître du radar politique.

En effet, l'été 2020 apportera les derniers indicateurs concernant la réussite ou l'échec des deux stratégies contre la crise sanitaire. Si AMLO et le PLD sortent de la crise avec un capital politique défaillant, ils perdront le pouvoir: l'un dans l'élection intermédiaire de 2021 et l'autre dans l'élection du 5 juillet 2020. Concernant cette dernière, un nouvel élément intervien-

dra dans ce jeu d'échecs politique: quel rôle sera amené à jouer Ramfis Domínguez Trujillo, petit-fils de l'ancien dictateur assassiné, né et élevé aux États-Unis, privé de candidature présidentielle et à la popularité naissante? La République Dominicaine peut-elle encore être gouvernée dans la conjoncture actuelle par un président sur le départ, devenu impopulaire? Y aurait-il un leader de la droite mexicaine qui, en utilisant la conjoncture de crise, fragilisera le projet d' AMLO? Quel avenir pour les relations entre les deux pays et États-Unis, notamment en ce qui concerne les migrants? Dans un contexte sanitaire, politique, économique et social plus que jamais hasardeux, les deux démocraties sont menacées et la population en ruine sociale.

Bibliographie

- ACCIÓN CIUDADANA (2020), “¿Observatorio de trabajo digno. Reporte especial COVID-19”, en *Acción Ciudadana*, 19 mars.
- ACEMOGLU, Daron et James ROBINSON (2012), *Why Nations Fail. The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*, New York, Crown Publisher.
- ALCONADA MON, Hugo (2020), “Yuval Noah Harari: ‘La falta de solidaridad global y de liderazgo representa un peligro inmenso para la humanidad’”, *La Nación*, 5 avril.
- ALVARADO, Nathalie et Robert MUGGAH (orgs.) (2018), *Crimen y violencia. Un obstáculo para el desarrollo de las ciudades de América Latina y el Caribe*, Washington, BID.
- ÁNGEL, Arturo (2020), “En plena pandemia los homicidios suben en 18 estados y suman más de 6 mil los asesinatos”, en *Animal Político*, México, 21 mai.
- ARAGÓN FALOMIR, Jaime, Alfredo FERNÁNDEZ et Juan LUCCA (2019), “La elección de 2018 en México y el triunfo del Movimiento de Regeneración Nacional (MORENA)”, en *Estudios Políticos*, Medellín, Universidad de Antioquía, núm. 54.
- ARAGÓN FALOMIR, Jaime, Alfredo FERNÁNDEZ, Juan LUCCA, et Marcos PÉREZ TALIA (2019), “Análisis comparado de las elecciones presidenciales de 2018 en Colombia, México, Paraguay y Brasil”, en *Apuntes electorales*, México, Instituto Electoral del Estado de México, julio-diciembre.
- ARAGÓN, Argán (2008), *Le lien migratoire: migration clandestine des paysans guatémaltèques vers les États-Unis*, Paris, Chrysalides.
- AUDEBERT, Cédric (2012), *La diaspora haïtienne. Territoires migratoires et réseaux transnationaux*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- BANCO DE MÉXICO (2020), “Ingresos por Remesas”. Dirección URL: <<https://www.banxico.org.mx/SieInternet/consultarDirectorioInternetAction.do?sector=1&accion=-consultarCuadro&idCuadro=CE81&locale=es>>.
- BARRERO, José María, Nick BLOOM et Steven J. DAVIS (2020), “COVID-19 is also a reallocation shock”, en *Working Paper*, University of Chicago, Becker Friedman Institute, núm. 59.
- BID (2010), “Remittances to Latin America stabilizing after 15% drop last year LABD”, IBID.
- BUENDÍA & LAREDO (2020 avril), “Encuesta Nacional de Opinión Pública”, en *Buendía & Laredo*.
- CABELLO, Stephanie (2020), “La protección de las personas migrantes de la subregión de México y Centroamérica frente al COVID-19”, en *CISS*, 11 mai.

- CAÑETE, Rosa (dir.) (2015), *Privilegios que niegan derechos. Desigualdad extrema y secuestro de la democracia en América Latina y el Caribe*, Royaume Uni, Oxfam.
- CENTRO DE ESTUDIOS ESPINOSA Y GLESIAS (CEEY) (2020), *Hacia un plan integral para atender las consecuencias económicas de la pandemia de coronavirus en México*, México, CEEY.
- CENTRO ECONÓMICO DEL CIBAO (2020), “Evaluación Danilo Medina”. Dirección URL: <<https://centroeconomicodelcibao.com/evaluacion-danilo-medina>>.
- CEPAL (2020), “Dimensionar los efectos del COVID-19 para pensar en la reactivación”, *Informe Especial*, CEPAL, Naciones Unidas, núm. 2.
- CEPAL (2019), *Panorama Social de América Latina*, Santiago de Chile, CEPAL.
- CLAREMONT, Kirton (2005), “Remittances: The experiences of the english-speaking Caribbean”, in Donald F. TERRY et Steven R. WILSON (eds.), *Beyond Small Change: Making Migrant Remittances Count*, Washington, IADB.
- COUFFIGNAL, Georges (2011), *Amérique Latine 2011. L'Amérique Latine est bien partie*, Paris, La Documentation Française.
- DELLA PORTA, Donatella (2013), “Análisis comparativo: la investigación basada en casos frente a la investigación basada en variables”, en Donatella DELLA PORTA et Michael KEATING (coords.), *Enfoques y metodologías de las Ciencias Sociales*, Espagne, Ediciones Akal.
- DIARIO LIBRE (2019a), “Discurso íntegro de Leonel Fernández”, en *Diario Libre*, Santo Domingo, 21 octubre.
- DIARIO LIBRE (2019b), “Renuncian 27 diputados del PLD y pasan a apoyar a Leonel Fernández”, *Diario Libre*, Santo Domingo, 28 octubre.
- DIARIO LIBRE (2020), “La corrupción impulsa el voto opositor”, *Diario Libre*, Santo Domingo, 2 avril.
- DOGAN, Mattei et Dominique PÉLASSY (1982), *Sociologie politique comparative: Problèmes et perspectives*, Paris, Economica.
- DOGAN, Mattei et Dominique PÉLASSY (1990), *How to Compare Nations. Strategies in Comparative Politics*, New Jersey, Chatham House.
- EL NUEVO DIARIO (2020a), “Última encuesta del Centro Económico del Cibao”, *El Nuevo Diario*, Santo Domingo, 14 mai.
- EL NUEVO DIARIO (2020b), “Abinader ganaría en primera vuelta con 53,5% de los votos”, *El Nuevo Diario*, Santo Domingo, 27 mai.
- ENCOVID-19 (2020), *Encuesta de seguimiento de los efectos del COVID en el bienestar de los hogares mexicanos*. Universidad Iberoamericana, México, Universidad Iberoamericana.
- ENKOLL (2020, 15 mai), “AMLOMETRO”, en *Enkoll*. Dirección URL: <<https://www.enkoll.com/assets/reportes/2e75fd-1b1a28559e268d78346b6bb570.pdf>>.
- ESQUIVEL, Gerardo (2009), “El impacto económico de la crisis en América Latina”, en *Distintas Latitudes*, México, El Colegio de México.
- ESQUIVEL, Gerardo (2020), *El Coronavirus y las perspectivas de recuperación económica en México*, Conférence virtuel organisé par Gordon Hanson et Harvard Kennedy School, mai 6

- FERRER, Thiago (2018), “América Latina corteja al turismo”, en *El País*, España, 24 juin.
- FINANCIAL TIMES (2020), “Coronavirus tracked: has the epidemic peaked near you?”, 10 juin. Dirección URL: <<https://ig.ft.com/coronavirus>>.
- FMI (2020 abril), “Perspectivas de la economía mundial”, *Informes de perspectivas de la economía mundial*, Washington, FMI.
- GRAMSCI, Antonio (1983 [1929]), *Cahiers de Prison*, 6, 7, 8, 9, Paris, Gallimard.
- HERRERA LIMA, Fernando (2016), “La *remesodependencia* de la economía mexicana: remesas, IED, turismo y petróleo en tiempos del TLCAN”, en *POLIS*, México, vol. 12, núm. 1.
- HIBON, Marie (2020), “Mexique: les invisibles n’ont pas le luxe de se confiner”, en *Mediapart*, 7 avril.
- HURTADO LEÓN, Iván et Josefina TORO GARRIDO (2007), *Paradigmas y métodos de investigación en tiempos de cambios*, Caracas, Minerva/El Nacional.
- IDB-LAB (2019, abril), “Remittances from the U.S. to Latin America and the Caribbean. Following the money journey”, en *Inter-American Development Bank*.
- IFAD (International Fund for Agricultural Development) (2017), *Sending money home. Contributing to the SDGs, one family at a time*, IFAD.
- INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA Y GEOGRAFÍA (2019), *Resultados de la encuesta nacional de ocupación y empleo. Cifras durante el cuarto trimestre de 2019*, México, INEGI.
- LEVITSKY, Steven et Daniel ZIBLATT (2018), *How Democracies Die*, New York, Crown Publishers.
- LISTIN DIARIO (2020), “Encuesta CID dice habrá segunda vuelta: da a Gonzalo 41%, a Luis 39% y a Leonel un 10%”, *Listin Diario*, Santo Domingo, 1 june.
- LÓPEZ, Matías (2014), “Elite perception of inequality as a threat to democracy in six Latin American countries”, en J. DUBROW (ed.) *Political Inequality in the Age of Democracy*, London, Routledge.
- LUCCA, Juan et Cintia PINILLOS (2015), “Decisiones metodológicas en la comparación de fenómenos políticos iberoamericanos”, en *Working Paper*, Espagne, Instituto de Iberoamérica de la Universidad de Salamanca, núm. 25.
- MALDONADO, R., L. KELLER, F. VIVANCO, J. CERVANTES et S. BONILLA (2018), “Remittances to Latin America and the Caribbean in 2017: Greater Growth Dynamism”, en *Inter-American Development Bank*, Washington.
- MARENCO, André (2008), “¿Despacio se llega lejos? La transición a la democracia en Brasil en perspectiva comparada”, en M. ALCÁNTARA SÁENZ et Ranulfo MELO (eds.), *La democracia brasileña: balance y perspectivas para el siglo XXI*, Salamanca, Ediciones Universidad de Salamanca.
- MARK PENN ENCUESTA, (2020), *Estudio de opinión pública sobre la situación política en República Dominicana*, Santo Domingo.
- MEYER, Lorenzo (2020), “Portugal, México y 180° de diferencia”, *El Universal*, México, 26 abril.

- MINISTERIO DE TURISMO (2017), “Barómetro Turístico”, en *Viceministerio Técnico*, vol. 3, núm. 1.
- MITOFSKY (2020a), “Alcaldes ante el Coronavirus (COVID-19). Aprobación de diez alcaldes de América”, en *Consulta Mitofsky Actualidad*, marzo.
- MITOFSKY (2020b), “COVID-19 en 11 países de Latinoamérica”, *Mitofsky Daily Tracking Poll, Estudio de Opinión*, mars 22-25.
- MORENO, Alejandro (2020a), “Cae aprobación de AMLO a 60%”, *El Financiero*, México, 6 avril.
- MORENO, Alejandro (2020b), “Morena baja en preferencias electorales a 18%; el 59% no apoya a ningún partido”, en *El Financiero*, México, 13 avril.
- MORENO, Alejandro (2020c) “Repunta aprobación de AMLO, de 60 a 68% en un mes”, en *El Financiero*, México, 4 mai.
- MOUFFE, Chantal (2014), *Agonistique: penser politiquement le monde*, Paris, ENSBA.
- OCAMPO, José (2009, avril), “Impactos de la crisis financiera mundial sobre América Latina”, en *Revista CEPAL*, Santiago de Chile, CEPAL.
- ORACULUS (2020), “Aprobación presidencial”. Dirección URL: <<https://oraculus.mx/aprobacion-presidencial/>>.
- ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (2018), “OIT: cerca de 140 millones de trabajadores en la informalidad en América Latina y el Caribe”, en *Economía Informal*, OIT.
- OXFAM (2015), “Privilegios que niegan derechos, desigualdad extrema y secuestro de la democracia en América Latina y el Caribe”, Reino Unido, OXFAM.
- PEIXOTO, Antonio (1977), “La théorie de la dépendance: bilan critique”, en *Revue Française de Science Politique* 27, núm. 4.
- PIKETTY, Thomas (2013), *Le Capital au XXI^{ème} siècle*, Paris, Editions Seuil.
- SALIVA, Frédéric (2020), “Au Mexique, les cartels s’adaptent à l’épidémie due au coronavirus”, *Le Monde*, 19 avril. Dirección URL: <<https://www.lemonde.fr>>.
- SECTUR (s.f.), *Registra turismo cifras historicas. En 2016: 35 millones de visitantes y 19,571 MDD en divisas*, Gobierno de México, SECTUR.
- TRADING ECONOMICS (2020). Adresse URL: <<https://tradingeconomics.com>>.
- TRANSPARENCY INTERNATIONAL (2019), “Global Corruption barometer. Latin America & the Caribbean”, en *Citizens’ views and experiences of corruption*, Transparency International.
- UNITED NATIONS WORLD TOURISM ORGANIZATION (2020), “International tourism numbers could fall 60-80% in 2020, UNWTO reports”, UNWTO, 7 mai.
- UNITED STATES CENSUS BUREAU (2016), *Hispanic or latino origin by specific origin*, United States.
- WARREN, R. (2019), “US Undocumented Population Continued to Fall from 2016 to 2017 and Visa Overstays Significantly Exceeded Illegal Crossings for the Seventh Consecutive Year”, en *Journal on Migration and Human Security*, Center for Migration Studies.
- WILKINSON, Richard et Kate PICKETT (2010), *The Spirit Level: Why equality is better for everyone*, Londres, Penguin House.

WORLD BANK (2019), “Migration and remittances. Recent Developments and Outlook”, en *Migration and Development Brief*, Washington, KNOMAD, núm. 31, avril.

WORLD BANK (2020) “COVID-19 Crisis Through a Migration Lens”, en *Migration and Development Brief*, Washington, World Bank, núm. 32, avril.

WORLD HEALTH ORGANIZATION (WHO) (2020), *Situation report-121*, 20 mai.

ZÁRATE HOYOS, Germán (2008), “Migración laboral internacional como estrategia de estabilización económica en hogares de México y América Central”, en *Población*, México, CIEAP/UAEM, núm. 56.